

Il y a quelques semaines, j'ai remarqué un article dans le *Journal of Commerce*, dont le titre faisait état de la tiédeur des législateurs californiens à l'égard de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce [GATT]. Dans cet article, on pouvait lire — je cite : «Une organisation commerciale internationale de premier plan s'inquiète du fait qu'une puissante délégation du Congrès de la Californie n'accorde pas suffisamment d'attention à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.»

Je comprends que votre groupe a aussi été à la tête d'une délégation de gens d'affaires qui sont allés à Washington pour faire des pressions en vue de l'adoption rapide de mesures législatives visant la mise en application des conclusions de l'Uruguay Round.

Je vous dis : bravo!

Il est rare de voir un groupe du secteur privé faire activement et franchement des pressions en faveur de la libéralisation des échanges. Une intervention de ce genre est la bienvenue. Trop souvent, en effet, nous n'entendons parler que de ceux qui s'opposent à cette libéralisation.

Il faut être fermement attaché politiquement au libre-échange et à ses avantages pour voir au-delà des difficultés qu'il peut soulever à court terme. Il faut se rappeler constamment que la richesse et le niveau de vie élevé dont nous bénéficions, tant aux États-Unis qu'au Canada, sont largement attribuables au système commercial libéral qui s'est mis en place depuis la fondation du GATT, en 1947, un système qui repose sur des règles.

Le système commercial mondial a évidemment fait un grand bond en avant par suite de l'heureux dénouement des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. Non seulement les droits de douane ont-ils été réduits d'environ 40 p. 100, mais des domaines nouveaux et importants font maintenant l'objet d'une réglementation commerciale mondiale. Je veux parler du commerce des services, des droits de propriété intellectuelle, de l'agriculture et des textiles.

Grâce à un système de règlement des différends unifié et efficace, tous les pays, grands et petits, auront la possibilité de se faire entendre en cas de dispute. Et nous disposerons d'une Organisation mondiale du commerce [OMC] puissante, qui contribuera à orienter les échanges commerciaux et les investissements vers le siècle prochain.

Les conditions dans lesquelles l'économie mondiale, caractérisée par une interdépendance accrue, pourra prendre de l'expansion comporteront plus d'éléments de certitude, ce qui sera à l'avantage de tous.

Pour ce qui est des États-Unis, on estime qu'annuellement au bout de 10 ans, à la suite des accords du GATT, la croissance économique augmentera de 219 milliards de dollars, que les consommateurs réaliseront des économies de 35 milliards de dollars et que le déficit fédéral diminuera de plus de 20 milliards de dollars.